



Agréger les marges : le Rassemblement démocratique révolutionnaire, ses militants et ses militantes (1948–1950)

Bastien Amiel

► To cite this version:

Bastien Amiel. Agréger les marges : le Rassemblement démocratique révolutionnaire, ses militants et ses militantes (1948–1950). *Histoire Sociale - Social History*, 2020, 53 (108), pp.279-303. 10.1353/his.2020.0014 . halshs-03406965

HAL Id: halshs-03406965

<https://shs.hal.science/halshs-03406965>

Submitted on 22 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Agréger les marges : le Rassemblement démocratique révolutionnaire, ses militants et ses militantes (1948–1950)

BASTIEN AMIEL¹

Regroupés sous la bannière du Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR), les militants et militantes dont il est ici question constituent un ensemble hétéroclite. En effet, les membres du RDR ont tenté de constituer en France une entreprise politique refusant de prendre position pour le bloc de l'Ouest ou le bloc soviétique au début de la guerre froide. Basé sur une sociobiographie collective, l'article étudie la création du RDR à partir de l'étude des vies de ses militantes et militants, issus de courants de la gauche non communiste jusqu'alors divergents. À cette fin, il restitue les logiques individuelles et collectives de formation des dispositions militantes actualisées au sein du groupe pour finalement montrer comment la pluralité des trajectoires antérieures de ses membres a rendu le RDR possible et nécessaire.

Under the banner of the Rassemblement démocratique révolutionnaire (Democratic Revolutionary Rally, RDR), the activists examined in this article were a heterogenous group. Indeed, the members of the RDR tried to form in France a political organization that refused to take position in favour of either the Western or Soviet blocs at the beginning of the Cold War. Based on a collective sociobiography, this article views the formation of the RDR from the perspective of the lives of its activists who were drawn from the ranks of the then divergent non-communist left. By reconstructing the individual and collective logics that make up the actualized militant tendencies within the group, the author argues that the diversity of the careers of its members made the RDR a possibility and a necessity.

¹ Bastien Amiel est docteur en science politique et enseignant, membre de l'Institut de sciences sociales du politique (Université Paris Nanterre — CNRS — ENS Paris Saclay). L'auteur remercie Mathilde Sempé, Jean-Baptiste Paranthoën et Paul Lehner pour leurs précieuses relectures ainsi que Lana Dee Povitz et Steven High, rédactrice et rédacteur de ce numéro, pour leur accompagnement.

Quand on transfère l'histoire sur un plan personnel et que l'atmosphère n'est pas aux grandes victoires sociales, la révolution, sans aucun doute, se transforme en une aventure de l'obsession...

PACO IGNACIO TAIBO II, *Archanges*.
*Douze histoires révolutionnaires sans
révolution possible.*

EN FAISANT PARAÎTRE dans le journal *Franc-Tireur* du 28 février 1948 un « appel au Rassemblement démocratique révolutionnaire », les « écrivains et journalistes », « parlementaires » et « militants ouvriers et syndicalistes » signataires tentent de créer un ensemble relativement improbable regroupant des militants et militantes en provenance de courants jusqu'alors divergents : trotskistes, socialistes, démocrates-chrétiens, chrétiens-travaillistes². Revendiquant un positionnement politique dépassant des organisations partisans et syndicales concurrentes, le Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR) aurait réuni, durant ses deux années d'existence, environ deux mille militants et militantes³. Entreprise politique « révolutionnaire » non communiste, il produit un discours de refus de la guerre en devenir et revendique la construction d'une position de neutralité entre les blocs : « nous ne voulons pas de la guerre parce que nous n'y sommes pas directement intéressés, parce que nous ne pouvons ni ne voulons choisir entre une démocratie capitaliste et un socialisme autoritaire, parce que le conflit dégénérerait chez nous en guerre civile⁴ », explicite Jean-Paul Sartre, l'un de ses membres fondateurs⁵.

Cet appel ayant rencontré un certain écho, notamment médiatique, le groupe se structure progressivement au cours du printemps 1948 avec la constitution d'un Comité Directeur (CD) provisoire⁶, la création d'un journal partisan, *La Gauche*, la structuration des militants

² Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, Fonds Jean-René Chauvin, « Appel du comité Rassemblement démocratique révolutionnaire », 1-JRC-3H, ronéotypé, non daté.

³ Office universitaire de recherche socialiste (OURS), Paris, carton « RDR », Théo Bernard, « Rapport d'organisation », *Bulletin intérieur*, n° 1, ronéotypé, février 1949.

⁴ Jean-Paul Sartre, « Il nous faut la paix pour refaire le monde. Réponse à ceux qui nous appellent “munichois” », *Franc-Tireur* (Paris), 10 décembre 1948.

⁵ Voir également Ian Birchall, « Neither Washington nor Moscow? The Rise and Fall of the Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », *Journal of European Studies*, n° 24, 1999, p. 365–404, et Bastien Amiel, « La tentation partisane. Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire : une entreprise politique en construction entre “Libération” et “Guerre froide” », thèse de science politique, Nanterre, 2017.

⁶ Archives de la Préfecture de Police de Paris, Renseignements généraux, « Décisions prise par le Comité Directeur du RDR », 11 mars 1948, Rassemblement démocratique révolutionnaire, dossier GaR2.

et militantes en sections locales⁷ et l'organisation de réunions publiques. Les meetings et réunions publiques se multiplient, entre autres salle des sociétés savantes à Paris le 13 mars, salle Wagram, toujours dans la capitale, le 19 mars pour un meeting en présence de Jean-Paul Sartre (philosophe et écrivain), David Rousset (écrivain et journaliste), Georges Altman (journaliste à *Franc-Tireur*) et Léon Boutbien (médecin et membre du Comité directeur du Parti socialiste)⁸, le 5 avril à Strasbourg, le 4 mai salle de la Mutualité (Paris) avec des interventions de David Rousset, Pierre Rimbert (linotypiste, membre du Comité directeur du Parti socialiste), Paul Fraisse (journaliste, enseignant et chercheur en psychologie expérimentale), Yves Dechezelles (avocat et fondateur de l'Action socialiste et révolutionnaire), Albert Demazière (instituteur et membre du PCI), Charles Ronsac (journaliste à *Franc-Tireur*) et Jean-Paul Sartre, le 11 juin salle des sociétés savantes⁹ ou encore le 25 juin à Lyon. Par la suite, les rendez-vous publics seront moins réguliers et moins suivis, si l'on excepte les meetings des 13 décembre 1948 à la salle Pleyel et la Journée internationale de résistance à la dictature et à la guerre organisée le 30 avril 1949, le matin au grand amphithéâtre de la Sorbonne et l'après-midi au Vélodrome d'Hiver¹⁰. Le RDR va par ailleurs investir cinq candidats aux élections cantonales de février 1949 : Hubert Jean, cultivateur, dans le canton de Briquebec (Manche)¹¹ ; Charles Marché, instituteur et ancien militant de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), dans le canton de Niort dans les Deux-Sèvres¹² ; André Jeannot, directeur d'école, à Libourne ; Jean Waïss, professeur adjoint, à Avignon ; enfin, Laurent Schwartz, professeur à la faculté à Nancy¹³.

Si l'organisation interne tend à se différencier par la création de groupes militants catégoriels (métaux, hospices, étudiants, enseignants, journalistes¹⁴) et à se doter de cinq permanents et permanentes¹⁵, le nombre d'adhésions n'atteint guère les espérances de ses initiateurs. Au sein du comité directeur, des tensions importantes se font alors jour entre partisans et partisans d'une ligne de dénonciation de plus en plus explicite du régime

⁷ Voir le compte rendu des créations de sections qui paraît régulièrement dans les numéros de *La Gauche* à partir du premier numéro, en mai 1948.

⁸ Il aurait réuni 2 500 personnes selon les renseignements généraux (RG). Archives de la Préfecture de Police de Paris, Renseignements généraux, rapport de renseignement de René Bouvier, « Réunion Salle Wagram », 20 mars 1948, Rassemblement démocratique révolutionnaire, dossier GaR2.

⁹ Selon les RG, 4 500 personnes se seraient alors déplacées. Archives de la Préfecture de Police de Paris, Renseignements généraux, « Réunion organisée par le Rassemblement démocratique révolutionnaire, salle des sociétés savantes », 12 juin 1948, Rassemblement démocratique révolutionnaire, dossier GaR2.

¹⁰ Selon la presse militante, dont les estimations sont à réinscrire dans la logique de présentation du groupe et de ses actions comme des succès, 2 000 personnes auraient été présentes le matin et 10 000 pour le meeting du soir, *Franc-Tireur*, 2 mai 1949, p. 4.

¹¹ Archives départementales de la Manche, « Candidatures de dernière heure dans l'arrondissement de Cherbourg », 12 mars 1949, 1004W/2415, p. 1. Hubert Jean obtient 0,89 % des suffrages exprimés.

¹² Il obtient 5,8 % des suffrages exprimés.

¹³ « La vie du RDR », *La Gauche*, 13 mars 1949.

¹⁴ « Discussion des camarades sur le rapport d'organisation », *Bulletin intérieur*, n° 1, ronéotypé, février 1949, p. 25.

¹⁵ Théo Bernard, « Rapport d'organisation », *Bulletin intérieur*, n° 1, ronéotypé, février 1949.

stalinien et des membres qui entendent encore préserver l'URSS (et avec lui les masses ouvrières qu'il est censé représenter). Le 1^{er} mai 1949, à la suite de l'organisation sous l'égide du RDR d'une Journée de résistance à la dictature et à la guerre dont les débats ont été houleux, un comité directeur élargi est convoqué. Selon J. Beauvais, un militant de Montargis présent, « le climat de cette réunion est simple à résumer : il y a unanimité des militants de province contre le CD et la politique suivie par lui (à supposer qu'il y en ait une)¹⁶ ». Le rapport moral produit par David Rousset est limité à la nécessité politique du RDR, tandis que Jean-Paul Sartre insiste sur les difficultés de l'organisation :

Sartre prend ensuite la parole : [...] il fut [...] le seul de la journée à accrocher des problèmes concrets : il montra la crise du RDR ; il reprocha au CD d'avoir négligé les sections au profit de meetings qui aujourd'hui nous compromettent dangereusement. Il conclut à une révision complète de nos méthodes qu'un congrès devra définir. Après les discours des deux grosses têtes, leurs supporters prirent la parole. Alors on eut nettement conscience que déjà le RDR était divisé en trois courants : il fallait résoudre l'équivoque que nous, militants de Province, posions le matin : RASSEMBLEMENT ou PARTI¹⁷ ?????

Le premier des « courants » que le représentant de Montargis identifie est celui de David Rousset, auquel s'ajoutent Georges Altman, Jean Rous et d'anciens militants de la SFIO. Ces derniers entendent garder la forme de rassemblement, dans l'espoir de profiter de la désaffection de la SFIO et en parvenant à recruter auprès des « classes moyennes ». Le second prône la transformation du RDR en un parti organisé en sections locales, « en attirant à soi le prolétariat sans qui l'on ne peut rien et qui vaille que vaille conserve sa fidélité au PC¹⁸ » et regroupe, outre Jean-Paul Sartre, les anciens militants du PCI. Enfin le troisième « courant » permettrait de faire la synthèse entre les deux premiers. Notamment représenté par Yves Dechezelles, il prend position pour un rassemblement disposant d'une « ligne de conduite bien définie »¹⁹. Dès lors, des journées nationales du RDR sont organisées les 25 et 26 juin 1949 et marquent la définitive division entre les lignes opposées. Un certain nombre de membres du CD et notamment de la tendance de David Rousset refusent de mettre au vote des textes d'orientation et tentent une synthèse qui leur est favorable. À partir de ce moment, les mobilisations politiques au nom du RDR sont de plus en plus rares et le groupe finit par disparaître faute d'activité.

Dans un contexte de recomposition politique et intellectuelle²⁰, le RDR apparaît comme

¹⁶ J. Beauvais, « Compte rendu des journées du 30 avril et 1^{er} mai 1949 », dactylographié, OURS, dossier « RDR », p. 4.

¹⁷ Beauvais, « Compte rendu des journées du 30 avril et 1^{er} mai 1949 », p. 4. C'est J. Beauvais qui souligne.

¹⁸ Beauvais, « Compte rendu des journées du 30 avril et 1^{er} mai 1949 », p. 4.

¹⁹ Beauvais, « Compte rendu des journées du 30 avril et 1^{er} mai 1949 », p. 5.

²⁰ Anna Boschetti, « La recomposition de l'espace intellectuel en Europe après 1945 », dans Gisèle Sapiro (dir.), *L'espace intellectuel en Europe. De la formation des États-Nations à la mondialisation, XIX^e– XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2009, p. 147–182.

une tentative d'agrégation de groupes politiques en voie de relégation. En effet, le champ politique radical²¹ est alors dominé par le Parti Communiste Français (PCF), qui revendique le monopole de la position révolutionnaire, tandis que la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) participe à un gouvernement de « troisième force » aux côtés des démocrates-chrétiens du Mouvement Républicain Populaire (MRP), de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) et des radicaux. Les membres du RDR, issus de la minorité de gauche du Parti socialiste mais aussi du mouvement trotskiste, entendent occuper une position politique *socialiste révolutionnaire*.

Par ailleurs, la forte présence de militantes et de militants intellectuels (journalistes, instituteurs ou institutrices, avocats ou avocates) n'est pas anodine dans un contexte de redéfinition des logiques de participation politique des intellectuels²². Le modèle d'engagement par l'écrit issu de la Résistance, repris et théorisé par Sartre avec l'existentialisme²³, est en effet en voie de démonétisation au profit d'un retour à un mode de fonctionnement routinier du champ au sein duquel l'intellectuelle ou l'intellectuel résistant ne jouit plus d'une position dominante. Le Rassemblement apparaît dès lors comme une organisation susceptible d'accueillir et de valoriser la définition de l'intellectuel engagé partagée par ses membres.

Ces éléments structurels ne suffisent cependant pas à expliquer la création et les activités du RDR. Ils risquent même d'entraîner notre analyse vers une forme d'« hypertrophie du politique²⁴ » qu'implique l'explication rationaliste des adhésions à un groupe par la conviction ou la constitution d'une organisation par des logiques internes au champ politique. Face aux difficultés de ces seules lectures, la sociologie des mobilisations a forgé des outils susceptibles de restituer les incidences que les contextes politiques peuvent faire peser sur les biographies de militantes ou de militants pris individuellement. Dès lors, cet article se propose de prendre pour objet les acteurs et les actrices du RDR et d'analyser la logique de l'improbable création de ce mouvement à partir de l'étude des vies de 99 de ses membres²⁵. L'idée consiste à restituer la complexité des vies des militants et militantes qui le composent en montrant comment la pluralité de leurs trajectoires antérieures a pu aboutir à sa création.

En effet, si le RDR a fait l'objet de rares travaux historiques qui ont apporté de précieux

²¹ Philippe Gottraux, *Socialisme ou Barbarie. Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997.

²² Gisèle Sapiro, *Les écrivains et la politique*, Paris, Seuil, 2018, p. 72 et suivantes.

²³ Patrick Baert, *The Existentialist Moment. The Rise of Sartre as a Public Intellectual*, Cambridge, Polity Press, 2015.

²⁴ Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p. 20.

²⁵ Les données statistiques générales concernant le RDR sont quant à elles basées sur la mise en série de données concernant 1 025 membres. Celles-ci sont présentées plus loin.

éléments factuels sur ses quelques mois d'existence²⁶, la plupart de ses évocations historiographiques n'échappent pas à des topiques récurrents sur la définition du groupe. D'abord la focalisation sur les grandes figures intellectuelles qui le composent, à commencer par Jean-Paul Sartre, a produit des études prenant l'écume de la mobilisation pour le mouvement lui-même²⁷. Par ailleurs, l'usage de l'échec du groupe comme grille univoque d'analyse du RDR²⁸ a sans doute joué dans l'absence d'études historiques le prenant au sérieux. Enfin, la qualification réductrice de « parti d'intellectuels » qui, en disqualifiant le caractère intellectuel de ses membres, contradictoire à la forme partisane qu'il est censé adopter, limite l'analyse à un désajustement supposé entre sa forme et ses composantes²⁹.

En nous donnant pour ambition de réaliser une « micro-histoire sociale fondée sur les biographies collectives³⁰ », nous espérons dépasser ces topiques réducteurs en dégagant les mécanismes sociaux au principe de la construction collective d'un groupe hétérogène dans un contexte historique et politique fluctuant. Dès lors, on considérera « le “portrait de groupe” non pas comme un catalogue exhaustif de portraits individuels, mais comme une réponse aux questions générales que nous nous posons sur ce groupe³¹ ». Nous rapporterons ainsi les biographies individuelles aux dispositions requises et actualisées par et dans le Rassemblement.

La biographie collective implique cependant un usage critique de ses sources. En l'occurrence, nous utilisons principalement un « fichier RDR » exploité une première fois par l'historien Jean Risacher au cours de son travail pour le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* :

ces fichiers manuscrits, ne portant ni signature ni estampille, ont été établis par les responsables du secrétariat ou de la trésorerie du RDR. Ils sont accompagnés d'un certain nombre de bulletins d'adhésion signés par l'adhérent et le trésorier, donnant en général l'état civil et divers renseignements professionnels et politiques ou syndicaux,

²⁶ On pense notamment ici au mémoire de François Brajus « Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, février 1948 - février 1950 », mémoire de maîtrise en histoire, Université Paris IV, 1988, 2 tomes, 530 p. et à l'article de Ian Birchall, « Neither Washington nor Moscow? », p. 365–404.

²⁷ Notamment Ian Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses*, Paris, La Fabrique, 2011 [2004].

²⁸ Par exemple Pascal Ory et Jean-François Sirinelli (dir.), *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 259, ou encore Michel Winock, *Histoire politique de la revue « Esprit », 1930–1950*, Paris, Seuil, 1975, p. 306.

²⁹ C'est le cas des quelques lignes consacrées au RDR dans Jacques Chapsal, *La vie politique en France de 1940 à 1958*, Paris, Presses universitaires de France, 1984, p. 242.

³⁰ Christophe Charle, « La prosopographie ou biographie collective. Bilan et perspective », dans Christophe Charle, *Homo Historicus. Réflexions sur l'histoire, les historiens et les sciences sociales*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 97.

³¹ Claire Lemerrier et Emmanuelle Picard, « Quelle approche prosopographique ? », dans Philippe Nabonnand et Laurent Rollet (dir.), *Biographie et prosopographie*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2011, p. 621.

ainsi que de quelques listes complémentaires dactylographiées ou manuscrites³².

Ces éléments, souvent limités à des données d'état civil, ont été complétés par les notices du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* et d'autres dictionnaires biographiques³³, ainsi que par des biographies ou autobiographies publiées ou présentes dans des archives³⁴, une dizaine d'entretiens³⁵ et des extraits d'état civil sollicités en mairie. Les chances de laisser des traces biographiques ou autobiographiques étant inégalement distribuées en fonction des pratiques et des espaces de militantisme ponctuant les trajectoires de militants et de militantes³⁶, nous avons fait le choix de concentrer notre attention sur celles et ceux qui ont participé à des organisations considérées par l'historiographie du mouvement ouvrier français comme légitimes, y compris plusieurs années après leur passage au Rassemblement.

La correspondance empirique entre les frontières réelles d'un groupe constitué comme tel et celles de la population analysée n'est en effet jamais une évidence ; elle découle toujours d'une certaine définition de l'approche biographique³⁷, ici concentrée sur une centaine de membres dont les données sont les plus systématiquement disponibles. Comme pour toute démarche de mise en série, la définition des variables concernant les membres du RDR fait nécessairement intervenir des éliminations, dans la mesure où « toute biographie est un choix entre le licite et l'illicite, entre le public et le privé [...] »³⁸. Nous avons privilégié ici l'analyse des dimensions scolaires, politiques et professionnelles des sujets étudiés.

Une telle entreprise prosopographique est menée afin de rendre raison des formes d'engagement spécifiques au sein du RDR, notamment en ce qui concerne la rétribution du

³² Archives Nationales, Pierrefitte-sur-Seine, fonds Jean Risacher, 716AP, « Documents de travail du corpus "Nouvelle Gauche – PS" 1940–1968. Un exemple parmi d'autres : les fichiers des militants de province du Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR) », dactylographié, non daté.

³³ « Base de données des députés français depuis 1789 », en ligne, <http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/recherche> ; *Who's Who in France*, en ligne, <https://www.whoswho.fr/> ; « World Biographical Information System », en ligne, depuis les ressources électroniques de la Bibliothèque Nationale de France, <http://rpnnet.bnf.fr/http/db.saur.de/WBIS/basicSearch.jsf>.

³⁴ Outre celles explicitement citées ici une liste exhaustive des archives consultées pour ce travail est disponible dans Amiel, « La tentation partisane », p. 792 et suivantes.

³⁵ Les entretiens réalisés ont été sollicités auprès des rares membres encore vivants lors de notre recherche, entre 2013 et 2015. Ainsi avons-nous rencontré Jean-Michel Krivine à son domicile, à Paris, le 8 mars 2012 ; Jean-Pierre Biondi, à Paris, le 22 mai 2013 ; Robert Créange au siège de la Fédération Nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes, à Paris, le 3 juin 2013 ; Marcel Francis Khan à son domicile, à Paris, le 10 juin 2013 ; Paul Viallaneix, à son domicile, à Paris, le 26 septembre 2014. Nous avons par ailleurs eu un entretien téléphonique avec Jean Erhard, le 13 octobre 2014, et Daniel Cordier, le 15 juillet 2015.

³⁶ Les militantes représentent moins de 11,8 % des membres du RDR, ce qui correspond aux logiques concomitantes de recrutement genré des autres organisations politiques françaises de l'époque.

³⁷ Voir à ce propos Isabelle Gouarné, « L'histoire des marxismes revisitée. La biographie collective des intellectuels philosooviétiques de l'entre-deux-guerres », dans Claude Pennetier et Bernard Pudal (dir.), *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoires du « moi »*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 139–164.

³⁸ Christophe Charle, « La prosopographie ou biographie collective. Bilan et perspective », p. 105.

militantisme, mais aussi les logiques processuelles³⁹ d'implication dans des organisations politiques. Il s'agit de se demander en fonction de quelles opérations les diverses trajectoires individuelles et collectives peuvent être unifiées, pour un temps, au sein d'un groupe politique nouvellement créé. Rompant avec les perspectives mécanistes de l'engagement politique fondé en conviction ou en croyance, la biographie collective permet de restituer le groupe dans l'écheveau complexe de la construction symbolique des entreprises politiques et des relations entre représentants et représentés qu'elle met en jeu⁴⁰.

Il est alors possible de dégager trois logiques d'engagement concomitantes : premièrement, des logiques dispositionnelles acquises au sein des différentes entreprises politiques investies par les membres ; deuxièmement, des logiques de position, qui actualisent ces dispositions et marquent la rencontre entre l'état d'un champ du monde social et les trajectoires individuelles au moment de la création du RDR ; troisièmement, des logiques d'institutions, révélant la part d'incidence de l'appartenance à un collectif plus ou moins formel (le journal *Franc-Tireur*, la revue *Les Temps Modernes*, la SFIO, le Parti Communiste Internationaliste [PCI]) dans les dynamiques de construction du groupe⁴¹.

Après avoir observé les héritages politiques, familiaux et partisans des membres du RDR dans une première partie, nous interrogerons, dans une perspective synchronique, les ressources héroïques et politiques dont disposent les militantes et les militants au moment de la création du Rassemblement en 1948, afin de restituer les déterminants sociohistoriques de l'engagement en son sein.

Politisation héritée et précoce des militants et militantes

Pour saisir le processus de politisation hérité et acquis des membres du RDR, il convient de préciser les dynamiques de mobilité sociale et de scolarisation au sein desquelles se situent leurs trajectoires. Faute de place, nous nous contenterons de préciser que la majorité des trajectoires sociales familiales sont ascendantes et passent par la valorisation du capital culturel, comme en témoigne la surreprésentation des instituteurs, institutrices et journalistes parmi les membres. On peut dès lors considérer que la majorité des membres est issue de la petite bourgeoisie intellectuelle. Les enjeux de scolarisation peuvent également être rapidement évoqués, dans la mesure où le système scolaire est l'un des

³⁹ Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, n° 11, 2005, p. 157–188, et Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1–2, 2001.

⁴⁰ Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1989, p. 18 et suivantes.

⁴¹ Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1, 2009, p. 107.

espaces où se joue l'acquisition de compétences politiques individuelles⁴².

Dans le contexte français de construction de l'institution scolaire et du développement de son accessibilité aux classes dominées⁴³, les trajectoires scolaires des militants et militantes du RDR relèvent d'un premier accès à l'enseignement primaire. À cette époque, l'accès à l'enseignement secondaire est possible pour les enfants des classes populaires et moyennes, mais il est systématique pour les enfants des classes dominantes. Il s'agit, pour les catégories dominantes du monde social, de préserver leur position dans le sens où la reproduction des rapports de force passe par la transmission entre les générations de la culture héritée⁴⁴. Ces données ne doivent toutefois pas occulter la part considérable de militantes et de militants ayant eu accès à des études secondaires et supérieures qui participent à définir un groupe fortement doté : près de 40 % ont effectué des études supérieures. Une telle détention de capitaux scolaires, dans un contexte où la chance de la détenir est relativement faible, intervient nécessairement dans la construction individuelle et collective d'un rapport particulier à la pratique politique et à l'engagement au sein du RDR.

La politique en héritage

Les données recueillies ont permis de déterminer l'engagement politique ou syndical des parents chez plus d'un quart des membres du RDR⁴⁵, et donc tout à la fois l'héritage de savoir-faire et d'un système de représentation militant. Par exemple, les pères de Jean-René Chauvin et de Jean-Pierre Biondi ont été, pour un temps, des professionnels de la politique. René Chauvin, coiffeur et publiciste né en 1860, a été militant et dirigeant du Parti Ouvrier Français puis du Parti d'Unité Prolétarienne et député de la 5^e circonscription de la Seine entre 1893 et 1898. La compagne de Jean-René Chauvin, Jenny Plocki, témoigne de l'influence de cet héritage :

[Ses parents] divorcent quand Jean-René avait 11 ans. Et là, il est déchiré entre son père et sa mère. [Jean-René est] politiquement très influencé par son père, [mais] sa mère est une bourgeoise, c'est pas la peine de le cacher ; les tiraillements commencent tout de suite [...]. À 16 ans, il rentre aux jeunesses socialistes [...] en 34. Et puis, il y reste un temps. Et arrive 36 ; alors là, c'est tous les procès de Moscou et il milite à fond. Et là, sa mère le vit très très mal et à ce moment-là, son père est mort, mais entre 34 et 36, son père de rouge était devenu rose pâle [...] Donc avec le père, ça n'allait pas bien non plus [...] Il a eu une adolescence très très militante dès le début et très contractuelle

⁴² Daniel Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978, p. 166 et suivantes.

⁴³ Jean-Michel Chapoulie, *L'école d'État conquiert la France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 19.

⁴⁴ Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La reproduction. Éléments d'une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, 1999, p. 26.

⁴⁵ Il faut cependant considérer ces données comme très largement sous-estimées, tant il est rare que les biographies recueillies atteignent un tel degré de précision.

avec sa famille⁴⁶.

Chez Jean-René Chauvin, l'héritage d'un certain capital militant⁴⁷, même s'il est investi dans des espaces partisans concurrents par rapport à son père, se double de l'acquisition d'un capital culturel, symboliquement incarné par la bibliothèque familiale.

Jean Biondi, père de Jean-Pierre Biondi, a quant à lui été député socialiste de l'Oise, élu pour la première fois en 1936 au moment du Front populaire. Après avoir été l'un des 80 députés à refuser de voter les pouvoirs constitutionnels à Philippe Pétain, il s'est engagé dans la Résistance. Arrêté à plusieurs reprises, il est finalement déporté à Mauthausen. À la Libération, il reprend ses mandats politiques. Bien que très influencé par l'engagement de son père et socialisé au quotidien à la pratique politique, Jean-Pierre Biondi ne partage que partiellement l'affiliation partisane de son père, « SFIO pur et dur » :

On se voyait le matin quand on se levait, et quand on se brossait les dents, dit-il, mais il était jamais là pratiquement ; un homme politique à ce niveau-là... c'est invisible. Donc j'avais, comme ça des, à table, quelquefois, des conversations. Alors il me regardait avec une certaine commisération, il disait "bon ben, il est ado, il fait sa crise de gauchisme", sa *rougeole*, comme on disait. [...] Mais j'ai jamais eu de débats de fond, mais de toute façon j'ai jamais été SFIO⁴⁸.

L'engagement, mais aussi la position occupée par le père, participe à déterminer les formes de pratiques militantes de plusieurs membres du RDR.

Cela dit, c'est aussi la « mémoire » du père au sein du champ politique qui pèse parfois sur les modalités d'engagement et sa mise en récit. C'est par exemple le cas de Robert Créange, fils de Pierre Créange, poète, qui gagnait sa vie en tenant une chemiserie-chapellerie à Auteuil et militait à la section de Boulogne-Billancourt du Parti socialiste. Résistant et déporté avec sa femme à Auschwitz- Birkenau, il avait été honoré à la Libération pour son engagement :

J'ai d'abord été à la SFIO quand j'étais tout jeune, ado ; je sais plus si c'était aux Jeunesses socialistes ou au Parti... J'ai vendu à la criée, au marché de Boulogne, *Le Populaire-Dimanche*, qu'était l'organe de la SFIO, avec en plus un journal, qui était celui de la section de Boulogne-Billancourt de la SFIO, qui s'appelait *Le Phare*. J'étais particulièrement intéressé parce que *Le Phare* publiait, en feuilleton si je puis dire, un livre qui n'avait jamais été publié, que mon père avait écrit avant la guerre sur ses souvenirs personnels — il avait souffert du racisme, de l'antisémitisme, etc. [...]. Donc ce livre, qui s'appelle *L'enfant et la haine*, n'a jamais été publié [...] et donc *Le Phare*

⁴⁶ Entretien avec Jenny Plocki, compagne de Jean-René Chauvin, militant du RDR, Paris, 21 juin 2011.

⁴⁷ Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p. 8.

⁴⁸ Entretien avec Jean-Pierre Biondi, membre du RDR, Paris, 22 mai 2013.

de Boulogne avait repris chaque semaine, ça a certainement joué dans mon attachement aussi, à ce moment-là donc, à la SFIO.

Mon père, d'une part, était juif, pas du tout pratiquant, hein ; en gros, moi, j'ai su que j'étais juif quand j'ai porté l'étoile ; il militait à la SFIO ; il militait beaucoup à la LICA qu'était l'ancêtre de la LICRA, à la Ligue des droits de l'Homme ; il était franc-maçon. Enfin, il avait tout pour plaire quoi. [...] Moi, j'ai d'abord été à la SFIO ; ça devait être en 1948 ; je devais avoir 17 ans. Ils avaient inauguré une plaque à la mémoire de mon père dans le local de la SFIO à Boulogne⁴⁹.

Ce témoignage rétrospectif montre en outre le caractère partiellement subi de cette orientation familiale vers certaines organisations.

Pour sa part, Paul Collinot, membre des Jeunesses socialistes, a notamment été confronté à la politique par son père, conservateur des hypothèques et adjoint au maire de Guingamp (Côtes-du-Nord), comme Fred Zeller, dont le père a été président du Parti radical de Seine-et-Marne. De la même manière, la socialisation politique d'Alfred Bardin s'est faite par le prisme de l'engagement quotidien de son père, adhérent de la SFIO et maire de la commune de Corbonod, dans l'Ain. Comme ses frères Alexis et Joannes, il a rapidement milité dans des organisations de gauche. L'engagement concomitant des frères Joannes et Alfred Bardin à la Ligue communiste en 1932, de même que l'aide apportée par les trois frères à Natalia et Léon Trotsky lors de son exil clandestin en France en 1935, participe d'un rapport familial spécifique qui implique la valorisation de l'engagement militant.

D'autres militants et militantes ont partagé une socialisation politique familiale avec leur fratrie. C'est le cas de Jean-Michel Krivine, dont le frère Gérard est comme lui militant aux Jeunesses socialistes, et dont le père était sympathisant de la SFIO. Pensons également à Bernard Lefort, journaliste à *Franc-Tireur*, dont le frère Claude dirige à partir de 1946, sous le pseudonyme de Montal, la « tendance Chaulieu-Montal » au sein du PCI ; philosophe et militant, Claude Lefort, est le cofondateur, en mars 1949, du mouvement Socialisme ou Barbarie. Mentionnons enfin Lucien Copfermann (Lucien Rioux), dont le frère Émile adhère aux Jeunesses socialistes à l'âge de 17 ans, en 1948, avant de devenir journaliste, écrivain et critique de théâtre.

La plupart des militants du RDR sont issus de familles socialistes. Cependant, la socialisation a pu aussi se faire par la proximité avec l'action syndicale. Fils de deux membres du Syndicat National des Instituteurs (SNI), Paul Viallaneix, historien de la littérature et spécialiste de Jules Michelet, témoigne de l'incorporation d'un rapport *normalisé* à la politique comme l'atteste la description qu'il fait du militantisme de son père :

⁴⁹ Entretien avec Robert Créange, militant du RDR, Paris, 22 mai 2013.

Alors moi, si vous voulez, j'ai été élevé en pleine province, en Corrèze, à la campagne, dans une famille d'instituteurs; alors, ils étaient vraiment les « hussards de la République » quoi; j'ai reçu intégralement cette extraordinaire, cette magnifique éducation et, d'ailleurs, le goût de l'histoire, mais aussi de la politique, parce que mon père était évidemment syndiqué, il était syndiqué au syndicat des instituteurs [...], et puis en même temps très attaché à la mutualité ; il avait fait beaucoup pour notre organisation mutualiste, et alors socialiste. Socialiste d'ailleurs depuis la rupture d'après la guerre de 14. Il était militant ; le Front populaire, je sais ce que c'est ; il a eu trois de ses amis qui ont été élus⁵⁰.

Toutefois, cet héritage familial peut passer par des cercles familiaux plus larges, comme le montre l'exemple de Jean Rous, qui participe durant l'enfance et l'adolescence aux campagnes électorales de son oncle, Joseph Rous, député SFIO des Pyrénées-Orientales. Jean Erhard, qui deviendra professeur de littérature, doyen de l'Université de Clermont-Ferrand et maire socialiste de Riom, évoque quant à lui une « sensibilité socialiste » venue en particulier de sa tante, institutrice :

Je ne pense pas que mon père ait jamais eu la carte de la SFIO, parce qu'il avait été grand blessé de guerre et il n'était pas en état de militer. [...] En revanche, il avait une sœur aînée qui a été une militante en Côte-d'Or ; c'était une institutrice qui a été très militante sur le plan politique et sur le plan syndical aussi : elle a été la première femme syndiquée dans l'Éducation Nationale dans son département, et elle était militante politique également. Cette personne était restée célibataire, elle vivait en symbiose avec mes parents ; toutes les vacances, elle venait chez nous ; elle a exercé sur moi, assurément, une grande influence⁵¹.

Ces diverses formes de socialisation politique ne se limitent pas à la transmission de « sensibilités » mais participent bien à l'acquisition de dispositions au militantisme, notamment sur le plan pratique. Les expériences de campagnes électorales, de la manifestation ou encore de réunions politiques constituent autant de modalités d'intériorisation d'un *éthos* militant, de manières d'être et de se conduire comme un militant politique ou syndical ; elles engendrent en plus des modalités de lecture du monde social qui ont la politique pour principe de classification. Ainsi les représentations du monde social acquises durant l'enfance ou l'adolescence favorisent-elles une lecture *politique* du monde qui fonctionne également comme un « sentiment de compétence politique »⁵² déterminant dans le processus de politisation.

Engagement précoce au sein des organisations de jeunesse

⁵⁰ Entretien avec Paul Viallaneix, militant du RDR, Paris, 26 septembre 2014.

⁵¹ Entretien téléphonique avec Jean Erhard, militant du RDR, 13 octobre 2014.

⁵² Voir notamment Gaxie, *Le cens caché*.

Les organisations dites de « jeunesse » sont basées sur le principe d'une mise en adéquation de l'institution partisane avec les spécificités sociales supposées du groupe « jeune », mais aussi sur un principe organisationnel spécifique de gestion des allégeances et de préservation de l'unité du groupe⁵³. Elles sont par ailleurs des lieux d'intense socialisation politique, à un moment de la trajectoire sociale où la confrontation de leurs membres au système scolaire est susceptible de les mettre « hors jeu socialement »⁵⁴, et ainsi, d'influer à long terme sur leurs dispositions. On peut dès lors supposer que le passage à l'adolescence par de telles institutions a marqué durablement les carrières politiques des militants et militantes du RDR, et ce, d'autant plus qu'ils y ont adhéré jeunes. Au total, 13 d'entre eux ont moins de 20 ans et 4, entre 20 et 25 ans. Ils fréquentent alors, pour la plupart, un établissement d'enseignement supérieur ou un lycée. La socialisation politique pratique de ces très jeunes militants s'accompagne aussi d'un processus d'acquisition progressif d'un certain sentiment de compétence susceptible de faciliter la maîtrise du débat contradictoire, de l'argumentation politique, ou encore d'autres techniques de lutte politique symbolique.

Cette familiarité a permis à un certain nombre d'entre eux de prétendre à des positions d'encadrement, par exemple Fred Zeller, David Rousset ou Daniel Bénédict au niveau national⁵⁵, et, à des niveaux inférieurs de la hiérarchie partisane, Théo Bernard dans la IX^e section des Jeunesses socialistes (JS) parisiennes, Jean- René Chauvin à la section de Gironde, Marcel Cousteil, comme secrétaire fédéral, ou encore Lucien Weitz comme secrétaire fédéral de l'Entente de Seine des JS. Le témoignage de Fred Zeller, l'un des responsables de la section Nord des JS parisiennes, illustre les implications d'un tel engagement :

Un de nos congrès ayant décidé que dans chacune de nos réunions publiques un orateur des Jeunesses socialistes prendrait la parole, je fus amené à sillonner les arrondissements parisiens et la banlieue plusieurs fois par semaine. Auditoires divers et plus ou moins nombreux. Préaux d'écoles, arrière-salles de cafés, cinémas, théâtres, salles municipales. Nous étions peu à nous astreindre à cette tâche⁵⁶.

Enfin, ces premiers pas dans le militantisme au sein des organisations de jeunesse constituent également pour les futurs membres du RDR les premières expériences de minorité politique et d'exclusion.

Cette période correspond en effet à la montée des tensions entre les trotskistes, jusque-là très impliqués dans les JS, et les membres majoritaires de la direction de la SFIO. Le parti

⁵³ Voir Lucie Bargel, « Les organisations de jeunesse des partis politiques », *Agora débats/jeunesses*, 2009, vol. 2, n° 52, p. 75.

⁵⁴ Pierre Bourdieu, « La jeunesse n'est qu'un mot », dans *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 2002 [1984], p. 146.

⁵⁵ Jean-Marie Domenach et Paul Fraisse ont eux aussi occupé des positions de responsabilité nationale au sein de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC).

⁵⁶ Fred Zeller, *Trois points c'est tout*, Paris, Robert Laffont, 1976, p. 48-49.

est alors engagé dans le Pacte d'unité contracté avec le PCF le 27 juillet 1934. Le Parti communiste s'investit dans le rassemblement populaire, qui s'inscrit lui-même dans une tendance internationale de stratégies des Fronts populaires au niveau européen définies par le Komintern durant l'été 1935. En France, c'est dans ce contexte que sera votée l'exclusion des membres de la direction des Jeunesses socialistes lors de la Conférence nationale des Jeunesses socialistes à Lille, les 28 et 29 juillet 1935. Les membres du RDR appartenant aux tendances trotskistes de la SFIO sont ainsi exclus comme membres de la gauche du parti, à l'instar de ceux de la Gauche Révolutionnaire (GR)⁵⁷, exclus en 1938.

Cette expérience de l'exclusion n'est que l'un des nombreux exemples de la perpétuelle recomposition des organisations partisans de la gauche. Les membres du RDR n'échappent pas à ce phénomène ; ils en subissent même très régulièrement les conséquences. Les expériences successives de scissions, d'exclusions ou de démissions contribuent à dessiner des trajectoires partisans heurtées, faites de multiples expériences, régulièrement renouvelées et redémarrées.

Plusieurs traits saillants se dégagent des formes prises par les différentes socialisations politiques des adhérents et adhérentes du RDR. D'abord, il s'agit dans bien des cas d'une socialisation familiale et donc d'une forme héritée d'intérêt pour la politique. Ensuite, l'engagement est en règle générale précoce, notamment par la fréquentation des organisations de jeunesse. Pour les deux tiers d'entre eux, cette précocité se double de l'accès à des postes d'encadrement et de responsabilité au sein de leurs organisations, c'est-à-dire à des fonctions valorisées. Enfin, l'expérience de l'exclusion ou de la démission des organisations partisans est commune à un grand nombre de militantes et de militants. Voilà qui contribue à la genèse de carrières politiques heurtées, mais aussi à l'acquisition, par les membres du RDR, de ressources organisationnelles, formes spécifiques de capital militant et de dispositions minoritaires susceptibles d'intervenir dans la détermination de leur engagement.

À ce capital politique collectif s'ajoutent cependant des dispositions acquises durant la période de l'Occupation. Celles-ci participent à la détention d'une certaine forme de capital moral plus ou moins actualisée dans des institutions militantes investies par les membres du RDR en 1948.

Le RDR comme espace de valorisation des ressources militantes

La Résistance comme expérience socialisante

⁵⁷ Tendance de la SFIO créée par Marceau Pivert au moment de sa rupture avec la tendance Bataille Socialiste, de Jean Zyromski, qui a voté l'exclusion des trotskistes. La GR est dissoute en avril 1937, tandis que la fédération de Seine de la SFIO l'est en février 1938. Voir entre autres Thierry Hohl, *À Gauche ! La Gauche socialiste, 1921-1947*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2004, p. 132 et suivantes.

L'enjeu réside ici dans la définition de *dispositions résistantes*, celles-ci étant considérées comme une ressource combinatoire faite de représentations, de savoirs et de savoir-faire plus ou moins partagés, acquis au cours d'une expérience commune. Tout en prenant soin de ne rien occulter de la disparité des formes de l'activité résistante, il est possible d'en dégager des effets similaires. En outre, l'analyse de ces pratiques résistantes dans le cadre d'une biographique collective du RDR ne se limite pas à faire émerger des dispositions potentiellement réinvesties dans leur engagement. En effet, d'un point de vue général, la participation à la Résistance a constitué un enjeu contribuant à structurer des positions au sein du monde social, et du champ politique en particulier⁵⁸, durant les années qui ont suivi la fin de la guerre⁵⁹ ; elle a donc contribué aussi à contraindre la plupart des pratiques politiques d'alors en France.

Il est possible d'établir la participation à des activités résistantes pour plus de la moitié des militants du RDR analysés dans notre échantillon (55,5 %)⁶⁰. Cependant, les situations des 44 autres sont très dissemblables : l'absence d'engagement répond à diverses logiques qu'il est parfois difficile de déterminer, *a fortiori* s'il s'agit d'en faire des variables explicatives univoques. Il n'est pas toujours possible de dessiner les contours précis des formes d'engagement résistant des militants et militantes à partir du corpus biographique réuni. Ces formes peuvent néanmoins être décrites selon des critères classiques : en fonction de l'appartenance aux mouvements, de la pratique issue d'un engagement politique antérieur ou encore de l'appartenance au maquis.

Avant leur unification dans les Mouvements unis de la Résistance (MUR), « Libération-Nord », « Combat » et « Franc-Tireur » constituent la dimension « Résistance-organisation⁶¹ » et se caractérisent par la pluralité du répertoire d'action collective mobilisé (renseignement, propagande, lutte armée) de même que par un important degré de différenciation et de hiérarchisation interne. Ces mouvements sont investis par des militants et militantes syndicaux comme Jean Augey et Renée Rollo, membres de la CGT pour le premier et du SNI clandestin pour la seconde, Lucien Rose, employé à la SNCF et membre de la CFTC, mais également Georges Altman à Lyon (où il organise la publication clandestine du journal *Franc-Tireur*) ou encore par des militants politiques comme Jean Font et Yves Dechézelles. Étudiant à Nantes, Pierre Le Rolland est quant à lui le fondateur,

⁵⁸ Voir notamment les travaux de Mattei Dogan, « Les professions propices à la carrière politique. Osmoses filières et viviers », dans Michel Offerlé (dir.), *La profession politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 171-199 ; « Les filières de la carrière politique en France », *Revue française de sociologie*, vol. 8, n° 4, 1967, p. 468-492, et de Daniel Gaxie, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2003, [1993].

⁵⁹ Sur ce point, voir Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard, 2011.

⁶⁰ On peut se demander si une telle proportion de résistants ne tient pas aussi à l'effet de sélection de biographies disponibles dans le DBMOF et les autres sources mobilisées, notamment les autobiographies. Le passage par la Résistance a constitué, pour les auteurs d'autobiographies, une ressource susceptible de valoriser leur trajectoire et d'expliquer la persistance d'une certaine notoriété dans le mouvement ouvrier ou de contribuer à un sentiment de légitimité à prendre la parole sur soi.

⁶¹ François Marcot, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », dans Antoine Prost (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, L'Atelier, 1997, p. 26 et suivantes.

en juillet 1940, du journal *En Captivité*, « expression des tout premiers engagements résistants⁶² », journal qu'il quitte en mai 1941 avant de participer à un réseau de renseignements pour Combat. Arrêté le 29 juin 1942, il est condamné en Allemagne et déporté *Nacht und Nebel*⁶³ au camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen. Maurice Brugnon, instituteur, fait prisonnier à Dunkerque puis évadé, milite quant à lui au sein du réseau Libération-Nord, puis de l'Organisation civile et militaire (OCM) à Watigny, dans l'Aisne, où l'organisation est particulièrement active⁶⁴.

Malgré la disparition et la remise en cause des entreprises politiques, les effets de la socialisation politique qui y sont associés persistent chez les militants et militantes et contribuent à définir les formes de leur activité résistante. Ainsi, Raymond Badiou⁶⁵ et Paul Debauges participent à Toulouse au Comité d'action socialiste (CAS) né de la tentative de reconstitution de l'appareil militant de la SFIO par Daniel Mayer et Henri Ribière. Pour sa part, Yves Dechezelles s'occupe à Alger de préparer le débarquement allié du 8 novembre 1942, tandis que Charles Marché s'active à Niort, où il est également impliqué dans le réseau de renseignement CND Castille. À partir de mai 1943, Marché dirige la fédération socialiste clandestinement reconstituée, après avoir contribué à en réorganiser les sections. Fondé à Lyon par Marie-Gabriel Fugère, ouvrier, chef monteur électromécanicien, le journal *L'Insurgé* a été investi par des militants qui se retrouveront ensuite au RDR⁶⁶. Pour la plupart des membres du RDR évoqués ici, la Résistance ne constitue donc pas un engagement matriciel ; elle intervient plutôt après une trajectoire politique antérieure. Ainsi, les membres du RDR sont peu nombreux à appartenir à la génération de la Résistance dans le sens d'une « population marquée par un événement dateur, soudée par une expérience commune qui développe une pratique et un discours homogènes⁶⁷ », même si cette expérience va, de manière combinée à d'autres moments de socialisation, compter dans la construction de leurs dispositions politiques.

C'est à propos de l'engagement des militants trotskistes que la question des formes de l'activité résistante durant l'Occupation se pose avec plus d'acuité. Si certains ou certaines revendiquent une appartenance à la Résistance, insistant sur les prises de position anti-vichyssoises du mouvement, d'autres tendent à réduire leur pratique à une activité politique clandestine non dirigée exclusivement contre l'armée d'occupation. La variété des prises de position des membres de l'organisation vis-à-vis de la question de la libération nationale contribue à structurer cette opposition. Il en va de même de la multiplicité des pratiques

⁶² Cécile Vast, « En Captivité », dans François Marcot (dir.) avec la collaboration de Bruno Leroux et Christine Levisse-Touzé, *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006, p. 715–716.

⁶³ La directive « Nuit et brouillard » prévoit la déportation de tous les opposants au régime nazi.

⁶⁴ Arthur Calmette, *L'« O.C.M. », Organisation Civile et Militaire. Histoire d'un mouvement de résistance de 1940 à 1946*, Paris, Presses universitaires de France, 1961, p. 87 et suivantes.

⁶⁵ Qui deviendra maire de Toulouse à la Libération.

⁶⁶ Jean Rabaut, *Tout est possible ! Les « gauchistes » français 1929–1944*, Paris, Denoël/Gonthier, 1974, p. 357.

⁶⁷ Olivier Wieviorka, « La génération de la Résistance », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 22, 1989, p. 114.

allant jusqu'à une forme de collaboration sous couvert de noyautage de mouvements tels que le Rassemblement national populaire de Déat⁶⁸.

Certains des militants trotskistes, parmi lesquels Jean Rous, Lucien Weitz ou Fred Zeller, sont entrés dans le militantisme clandestin ; ils se regroupent dans le « Comité pour la IV^e Internationale », au nom duquel ils publient un *Bulletin de la IV^e Internationale* ainsi que *L'Étincelle* à partir de novembre 1939. Exclus du PSOP, ils sont par la suite rejoints par David Rousset. Les difficultés d'organisation et de centralisation des organisations laissent donc place à de nombreuses initiatives individuelles⁶⁹. Ces dernières sont risquées, comme en témoigne Jean-René Chauvin, car l'État poursuit alors les opposants⁷⁰ :

J'avais préparé un texte-tract, qui disait "le stalinisme est l'ennemi mortel du communisme", puisque ça apparaissait comme une trahison du communisme, et puis "cette guerre n'est pas la nôtre, les peuples vont se battre pour les intérêts des grandes sociétés anglaises ou françaises en Europe centrale, etc." [...] On a diffusé ce tract [...] en particulier aux chantiers de la Gironde. Mais la police a fait une descente chez moi [...]. Un autre camarade et moi-même, nous avons pris nos responsabilités, et on a été arrêtés et envoyés devant un juge d'instruction⁷¹.

Certains groupes sont cependant structurés. C'est le cas par exemple du Mouvement National Révolutionnaire (MNR), qui publie *La Révolution française* puis *Le Combat national révolutionnaire*, et prend position en faveur d'une défense nationale avec pour slogan « ni Vichy, ni Londres, ni Berlin, ni Moscou ! » Le Parti ouvrier internationaliste (POI) est pour sa part reconstitué clandestinement sur la base d'un renoncement ponctuel au principe du défaitisme révolutionnaire au profit d'un engagement pour la défense de l'indépendance nationale, dans le but d'aboutir aux États-Unis socialistes d'Europe⁷² : « Les copains m'ont demandé de ne pas rester à Bordeaux. D'abord ils m'ont demandé : "maintenant tu sais, c'est le nazisme, par conséquent, si on est arrêté, on risque sa vie. Si tu es torturé, il ne faut rien dire. Est-ce que tu es d'accord ?" — Bien sûr, j'étais d'accord [sourire]. Donc ils m'ont réintégré dans l'organisation, qui était devenue ultra-clandestine⁷³ ». On retrouve d'autres militants et militantes du RDR dans cette organisation, comme André Essel, recruté dans le secteur de Limoges, ou Paul Parisot, qui participe également à la propagande dans les auberges de jeunesse⁷⁴, tandis que Serge Tauden est à Nantes l'un

⁶⁸ Jean Birnbaum, « Fragments d'un discours révolutionnaire. À l'école des trotskismes français », France Culture, 2002, Huitième émission, « Un flottement dans les idées : désarrois et dérives dans la nuit totalitaire », réalisation Brigitte Bouvier.

⁶⁹ Yvan Craipeau, *Contre vents et marées, les révolutionnaires pendant la Seconde Guerre mondiale (1938–1945)*, Paris, Savelli, 1977, p. 44.

⁷⁰ Marcel Baufrère est par exemple arrêté en juillet 1939 pour violence sur agent dans le cadre de ses activités militantes.

⁷¹ Extrait du film de Catherine de Grissac, *Jean-René Chauvin, un trotskiste indépendant*, Plan Large Production, 2002.

⁷² Marcel Hic diffuse une *Lettre aux ouvriers anglais* en septembre 1940, en référence à la *Lettre aux ouvriers américains* envoyée par Lénine le 20 août 1918, dans laquelle il développe ce point de vue.

⁷³ Grissac, *Jean-René Chauvin, un trotskiste indépendant*.

⁷⁴ Membre de la direction du POI, Parisot est arrêté le 4 janvier 1944. Les auberges de jeunesse ont constitué à partir des

des principaux rédacteurs du *Front ouvrier* publié à partir de 1943 par l'organisation.

La cellule de Brest de l'organisation clandestine, chargée d'une publication en allemand, *Arbeiter und Soldat* (Travailleur et soldat)⁷⁵, est cependant démantelée en octobre 1943 et ses membres arrêtés, à la suite de quoi la direction du mouvement subit le même sort à Paris en 1943 ; Marcel Baufrière et David Rousset sont déportés en Allemagne avec Roland Filiatre et Marcel Hic ; ce dernier meurt à Dora. André Essel et Yvan Craipeau, seuls membres de la direction clandestine à échapper à ces arrestations, entreprennent alors de reconstituer l'organisation⁷⁶. Maurice Nadeau, qui participe à l'édition clandestine de *La Vérité*, entre alors en clandestinité⁷⁷. Finalement, les formes de l'activité résistante des militants trotskistes sont hétérogènes et fondées sur des principes structurants spécifiques. Malgré les risques réels qu'il a encourus en organisant les militants dans la région de Clermont-Ferrand, Laurent Schwartz, mathématicien de renom et militant trotskiste, estime quant à lui avoir « raté » sa résistance :

N'importe qui qui était résistant était favorable à donner son aide à l'Angleterre et aux États-Unis. Et moi, je n'étais pas partisan de leur donner mon aide parce que ce que je voyais en eux, c'est leur impérialisme actuel et futur [...]. Le "défaitisme révolutionnaire" était inacceptable. Or, il faisait partie de la doctrine. Je suis presque devenu schizophrène ; je me disputais avec moi-même pendant des heures en me disant : "je ne peux pas être défaitiste révolutionnaire". Et Marcel Hic avait parfaitement compris ça [...]. Seulement, j'aurais dû connaître la lettre de Marcel Hic et essayer de combattre pour cette position, donc d'avoir des contacts avec les Résistants autres que trotskistes en cachant mon identité. [...] J'ai raté ma Résistance⁷⁸.

Les expériences du maquis des militants et militantes du RDR ont toutes été précédées d'un engagement dans la Résistance. Marcel-Francis Kahn, réfugié avec sa famille à Chauffayer-en-Champsaur, dans les Hautes-Alpes, est courrier pour les groupes résistants de l'Armée Secrète et les Francs-tireurs et partisans (FTP) avant de rejoindre un maquis. André Daudenthun, quant à lui, est membre du MNR. Arrêté en juin 1941 à la suite de l'interdiction du mouvement puis interné au camp de Royallieu (Oise), il s'échappe en décembre, devient clandestin et rejoint le maquis de Champagnole (Jura) en 1943. Après avoir poursuivi son activité dans la Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC) jusqu'en 1941, Jean-Marie Domenach, enseignant et directeur de la revue *Esprit* entre 1957 et 1976, crée

années 1930 en France un espace de recrutement très favorable pour les tendances minoritaires de la gauche. De nombreux membres du RDR participent à leurs activités. Sur ce sujet voir notamment Lucette Heller-Goldenberg, « Histoire des auberges de jeunesse en France, des origines à la Libération (1929–1945) », thèse de doctorat (lettres et sciences humaines), Université de Nice, 1985.

⁷⁵ Les militants trotskistes se donnent pour objectif de mobiliser le « travailleur sous l'uniforme ».

⁷⁶ Jacqueline Pluet-Despatin, *Les trotskistes et la guerre, 1940–1944*, Paris, Anthropos, 1980, p. 96.

⁷⁷ Maurice Nadeau, « Préface », dans David Rousset, *Les jours de notre mort*, Paris, Ramsay, 1988 [1947], p. I.

⁷⁸ Témoignage de Laurent Schwartz, dans Jean Birnbaum, *Fragments d'un discours révolutionnaire. À l'école des trotskismes français*, France Culture, 2002, Septième émission, « J'ai raté ma Résistance », réalisation Brigitte Bouvier.

pour sa part les *Cahiers de la jeunesse*, revue anti-vichyste, avant de rejoindre l'École des cadres d'Uriage⁷⁹, dont il intègre l'équipe dirigeante, devenue clandestine en décembre 1942. Domenach échappe alors à une arrestation et se cache jusqu'au printemps 1944, moment où il rejoint un maquis du Tarn créé par Pierre Dunoyer de Segonzac, fondateur de l'École des cadres d'Uriage. Jacques Lochard, pasteur, aumônier des Chantiers de jeunesse puis instructeur à Uriage entre février 1941 et 1942, est intégré à l'état-major du maquis du Vercors ; quant à Jean Font, membre de Combat puis des MUR et intendant des maquis des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) de Conflent et Fenouillèdes, il doit lui-même s'y réfugier à partir du 18 août 1944, après avoir échappé à une arrestation.

Paul Viallaneix est pour sa part élève en khâgne au lycée Louis-le-Grand à Paris. En décembre 1943, déplorant l'attentisme de ses camarades, il rejoint finalement son père, instituteur et militant socialiste, résistant dans l'Armée secrète en Corrèze, et entre alors en clandestinité, dans le maquis :

J'avais, d'une part — mais ça c'est de l'idéologie plus ou moins intégrée — envie de me battre. J'avais 19 ans ; à 19 ans vous savez, on est fou, quoi. Je ne voulais surtout pas me faire ramasser, comme ça avait failli être le cas dans les couloirs de [la station de métro] Châtelet, ou en Corrèze, bêtement, et partir à Dachau ou être liquidé. Je voulais au moins pouvoir me battre. Donc je m'étais dit : “dès que tu pourras, tu passes de l'autre côté ; y'a un risque, mais ce risque tu l'assumes — en plus, il correspondait à ce que je vivais profondément — et là, au moins, tu peux te battre ; c'est peut-être fictif, mais tu peux te battre”. Et on est rentré ! Alors là, on a rallié le maquis, carrément la clandestinité⁸⁰.

En juin 1940, à la signature de l'armistice, Dany Bouyjou-Cordier⁸¹ milite pour sa part dans le Cercle La-Tour-du-Pin, proche de l'Action Française, à Pau. Déçu par la demande d'armistice de Philippe Pétain, il mobilise 16 jeunes de son groupe et embarque à Bayonne⁸² dans l'espoir de rallier l'armée française en Afrique du Nord⁸³. Finalement, leur bateau rejoint l'Angleterre, où Daniel Cordier intègre les Forces françaises libres puis le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Parachuté en France en juillet 1942, il devient agent de liaison et secrétaire de Jean Moulin, puis secrétaire de la Délégation générale en France. Il rejoint l'Angleterre en mars 1944 et reprend ses activités auprès du BCRA, devenu la Direction générale des études et recherches (DGER), avant d'être,

⁷⁹ « Communauté éducative originale » créée sous la tutelle du ministère de la Famille et de la Jeunesse du régime de Vichy, devenue « École nationale des cadres de la jeunesse » en décembre 1942. Voir Bernard Comte, *Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage, 1940–1942*, Paris, Fayard, 1991.

⁸⁰ Entretien avec Paul Viallaneix, militant du RDR, réalisé à son domicile, à Paris, le 26 septembre 2014.

⁸¹ C'est sous ce nom qu'apparaît Daniel Cordier dans les fichiers RDR du fonds Risacher. Afin de ne pas créer de confusion, nous emploierons le nom qu'il utilise lui-même : Daniel Cordier.

⁸² C'est le beau-père de Daniel Cordier qui finance le trajet pour le groupe de jeunes.

⁸³ Entretien avec l'auteur, réalisé le 15 juillet 2014. Voir aussi Daniel Cordier, *Alias Caracalla*, Paris, Gallimard, 2011 [2009], p. 67 et suivantes.

jusqu'en janvier 1946, directeur de cabinet du colonel André Dewavrin, dit « Passy », le directeur de la DGER.

« “La Résistance était un bloc”. Cette affirmation répétée, que mille faits historiques contredisent, contient une vérité intime : celle de nos souffrances partagées⁸⁴ », écrit Daniel Cordier. Ainsi, par-delà la pluralité des situations décrites, un certain nombre de dispositions révèlent, dans les années qui suivent, les effets collectifs des expériences de résistance, même s'il ne faut pas considérer que les combats mettent les acteurs en apesanteur sociale⁸⁵. Le capital moral permis par la participation à la Résistance, tel que le décrit Bernard Pudal dans son analyse de l'autobiographie du militant communiste Robert Loffroy, est tout à la fois un capital culturel, social et politique ; de plus, il constitue une combinatoire particulière et circonstanciée d'autres formes de capitaux. La répartition et le volume de ces différentes composantes varient en fonction des expériences et des situations auxquelles ont été confrontés les militants.

Par ailleurs, la pratique résistante valide et renforce les logiques de (re)mise en cause de l'ordre social, dans la mesure où la situation d'occupation permet de révéler les arbitrages sociaux pour ce qu'ils sont, de même que les divers phénomènes de naturalisation de l'ordre social. Si la résistance constitue une séquence de primo-engagement pour certains acteurs et actrices⁸⁶, elle renforce également des dispositions à la subversion de l'ordre social et des normes plus ou moins explicites qui contribuent à le définir et à le régenter chez des militants et militantes d'avant-guerre. Les incidences biographiques de l'expérience résistante ne se résument cependant pas aux ressources que peut apporter le capital résistant ; il faut aussi tenir compte de ce qu'il coûte à accumuler : « solitude, rupture avec le métier, la famille et les amis, proches exposés à des représailles, déplacements incessants, lieux de vie et planques toujours provisoires, fausses identités, cohérences à trouver dans le mensonge permanent sur sa propre vie, hantise de la trahison, peur de la torture et angoisse d'y céder...⁸⁷ ».

Ce n'est cependant qu'à partir du moment où ce capital moral est reconnu comme tel qu'il devient un capital symbolique susceptible de fonder des formes de légitimité⁸⁸. Ce constat rejoint celui de Claire Andrieu, selon qui la Résistance peut également être abordée comme une construction collective relevant d'un *fondement identitaire* qui autorise à s'en

⁸⁴ Daniel Cordier, avec Paulin Ismard, *De l'Histoire à l'histoire*, Paris, Gallimard, 2013, p. 13.

⁸⁵ Voir à ce sujet les remarques de Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée ? 1914–1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013.

⁸⁶ Le cas de Daniel Cordier permet de penser un troisième cas de figure : celui de la conversion. Voir Cordier, *De l'Histoire à l'histoire*, p. 124.

⁸⁷ Laborie, *Le chagrin et le venin*, p. 198.

⁸⁸ Voir Bernard Pudal, « Esquisse d'une lecture sociologique du récit autobiographique de Robert Loffroy », *Les Cahiers d'Adiamos* 89, n° 13, mai 2015, p. 39.

revendiquer afin d'en mobiliser la valeur supposée⁸⁹. La période de l'après-guerre peut être considérée comme « une intense lutte faite de réévaluations plus ou moins fondées de la “notoriété” acquise dans la Résistance⁹⁰ ». Aussi une compréhension en contexte d'une entreprise politique telle que le RDR doit-elle nécessairement être réinscrite dans ces enjeux de luttes pour le maintien du taux de change d'un capital résistant différemment investi. Finalement, cette ressource s'apparente à un capital héroïque circonstancié dont les logiques constitutives, d'exceptionnalité des pratiques, de mise en danger réelle ou encore de pertinence des prises de position en contexte, vont être l'objet d'appréciations constantes entre des individus et des collectifs intéressés à sa définition légitime.

Positions militantes en 1948 : logiques synchroniques d'adhésion au RDR

Les éléments fournis par la mise en séries des vies de militants et de militantes doivent dès lors être confrontés à la position que ces personnes occupent au moment de la construction du Rassemblement afin de confronter son histoire à l'énigme posée par Olivier Fillieule : « selon quelle modalité une *disposition* à se traduit par une action effective ou par l'inaction⁹¹ ? » Dans cette perspective, considérer l'engagement comme une étape spécifique et réversible d'un processus plus long permet d'échapper aux apories des perspectives centrées sur les intérêts des acteurs et leurs capacités supposées à les faire valoir rationnellement. Il s'agit de réintroduire la prise en compte des positions occupées dans l'analyse des engagements au RDR afin de considérer « la logique relativement autonome des institutions de mobilisation (avec leur histoire propre, leur organisation spécifique, etc.) et [les] situations institutionnalisées ou non dans lesquelles elle s'opère⁹² ».

Dans un premier temps, du moins, le RDR a été conçu par ses initiateurs et initiatrices comme une organisation faiblement institutionnalisée ; le fait que la double appartenance y était autorisée en témoigne. Aussi ce regroupement doit-il être considéré en fonction des autres espaces de mobilisation au sein desquels ses membres sont pris. En effet, la multipositionnalité des membres, manifeste à travers le nombre de militantes et de militants qui adhèrent à d'autres organisations (plus de 45 %), n'est pas seulement un indicateur des positions qu'ils ou elles occupent. Elle révèle en outre des logiques d'entrecroisement des formes et des lieux d'engagement qu'il est nécessaire de mettre au jour afin de comprendre la place spécifique qu'occupe le RDR dans l'économie des pratiques politiques

⁸⁹ Claire Andrieu, « La Résistance comme mouvement social », dans Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky (dir.), *Histoires des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, p. 415–426.

⁹⁰ Andrieu, « La Résistance comme mouvement social », p. 39.

⁹¹ Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », p. 199.

⁹² Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 100, cité aussi par Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », p. 209.

individuelles et collectives⁹³.

Les militants et militantes socialistes qui participent au RDR appartiennent pour la plupart à la tendance de gauche, non instituée, anciennement dominante au sein de l'organisation⁹⁴. Ces personnes cherchent à redynamiser une entreprise politique dont les prises de position au sein du gouvernement de « troisième force » ne correspondent pas à leurs attentes. Si l'on peut considérer que « la contestation vient de nouveau de l'extrême-gauche [...] [et que] le RDR va être le dernier sursaut de celle-ci⁹⁵ », ce dernier n'apparaît pas pour autant comme une entreprise entièrement concurrente. Jean Rous explicite comme suit la démarche des fondateurs du RDR : « Les communistes, dit-il, nous ont accusés d'avoir fabriqué, avec le RDR, une “vitamine” pour la SFIO ; ils ne pouvaient pas nous faire meilleur compliment, car c'était exactement notre volonté⁹⁶ ! » En effet, minoritaires dans l'organisation, incapables de faire valoir leurs positions au sein de la direction pour infléchir le collectif, les membres de la SFIO prétendent faire du RDR une ressource hétéronome dans les luttes internes à leur parti pour la définition d'une ligne politique légitime, notamment afin de diffuser leurs positions anticolonialistes, minoritaires dans le Parti socialiste et au gouvernement⁹⁷.

Ces derniers sont d'ores et déjà impliqués dans plusieurs entreprises qui, indépendamment de la SFIO, cherchent à en infléchir la ligne — pensons à la participation des Jean Rous, Léon Boutbien, Yves Dechezelles ou Pierre Rimbert aux revues *La Pensée Socialiste* ou *Libertés*. Ces militants se distinguent : ils détiennent un capital militant important ou ont acquis des formes de reconnaissance interne ou externe à la SFIO. Une grande partie d'entre eux a en effet exercé des responsabilités au sein de l'organisation partisane, au niveau des sections pour Jean Augey, Maxime Perrard, ou Jean Rous ; au niveau fédéral pour Francis Barboyon, Daniel Bénédite, Marcel Blancs, Albert Cavaillé, Marcel Cousteil ou encore Olivier Desfosset ; d'autres enfin sont membres du CD ou parlementaires. Ainsi leur capital politique est-il pour partie personnel. Compte tenu de leur position au sein du système partisan de la SFIO en 1948⁹⁸ et des ressources dont ils disposent, la décision de créer une structure extérieure à leur parti afin d'en infléchir la ligne politique n'apparaît pas comme un acte d'hétérodoxie politiquement ou socialement répréhensible ; c'est du moins l'hypothèse que nous formulons. Leurs trajectoires militantes heurtées, leurs dispositions à

⁹³ À ces considérations devrait s'ajouter une réflexion portant sur les professions exercées par les militants et militantes — des professions caractérisées par une forte dimension politique, dans le cas des journalistes et des enseignants et enseignantes notamment. Faute de place, nous devons renoncer à les décrire ici plus précisément.

⁹⁴ Hohl, *À Gauche !*

⁹⁵ Gilles Morin, « La SFIO et la Troisième Force, octobre 1947–juillet 1948. Une expérience peu connue : le Bureau exécutif de la Troisième Force », *Cahiers de l'O.U.R.S.*, n° 175, mai–juin 1987, p. 35.

⁹⁶ Jean Rous et Dominique Gauthiez, *Un homme de l'ombre*, Paris, Cana, 1991, p. 110.

⁹⁷ Jean-Pierre Biondi, *Les anticolonialistes (1881–1962)*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 286 et suivantes.

⁹⁸ Sur les logiques de fonctionnement de la SFIO de l'époque, voir par exemple Noëlline Castagnez, *Socialistes en République. Les parlementaires SFIO de la IV^e République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

la contestation interne ainsi que la détention d'un capital politique personnel rend possible une telle démarche.

Faute de ressources internes qui suffiraient à faire valoir leur position ou même qui parviendraient à faire exister une tendance suffisamment forte pour espérer renverser le rapport de force, les militants tentent de créer une ressource extérieure mobilisable en faisant valoir une légitimité politique mais aussi intellectuelle, associée au RDR, dans les luttes internes à la SFIO. Malgré des tentatives de conciliation ou de gestion de l'hétérodoxie de la part de l'organisation, le Parti socialiste finit par refuser la double appartenance ; aussi impose-t-il une stricte alternative aux militants : être dans ou hors du parti, avec ou contre sa direction.

Les 15 membres du PCI qui adhèrent au RDR que nous avons retenus pour cette étude font quant à eux partie de la tendance dite « large », majoritaire en 1946, mais ayant perdu cette position lors du congrès de novembre 1947. Cette dernière préconise l'ouverture aux autres organisations révolutionnaires afin de créer un parti révolutionnaire élargi. Ainsi est-elle alors proche des militants et militantes trotskistes engagés dans les Jeunesses socialistes qui vont faire scission d'avec la SFIO en août 1947. Pour ces militants, qualifiés de « droitiers » par leurs adversaires internes, il est possible de faire advenir un nouveau Parti révolutionnaire d'un rapprochement entre les deux organisations, situé à la « gauche » de la SFIO.

L'engagement au sein du RDR par un certain nombre de membres de la tendance « large » intervient donc dans une période de très fortes tensions au sein de l'organisation trotskiste unifiée qui aboutit à une succession de scissions. René Lemarquis, qui n'est pas membre du RDR, décrit cette organisation comme une tentative pour les « droitiers » de mettre en pratique leur position d'ouverture, devenue minoritaire au sein du PCI. En effet, un grand nombre de membres de la tendance adhèrent au Rassemblement, comme Paul Parisot, Albert Demazière, Pierre Pradalès, Marcel Baufrère, André Daudenthun, Maurice Doudain, Charles Martel, Félix Rivière, Marcel Rousseau, Laurent Schwartz, Serge Tuauden, Jean-René Chauvin, Louis Dalmas ou encore Fred Zeller.

Défini par Jean Ferniot comme le « journal de la gauche romantique, pour ne pas dire romanesque, anarchisante, anticléricale, antimilitariste et anticapitaliste⁹⁹ », *Franc-Tireur* est une publication directement issue de la Résistance, parue publiquement pour la première fois en août 1944. Ce journal issu de la Résistance connaît un certain succès : en 1948, il est le quatrième quotidien parisien sur le plan de la diffusion, avec 370 000 exemplaires vendus en moyenne¹⁰⁰. Ce succès relatif ne doit cependant pas masquer une tendance à la

⁹⁹ Jean Ferniot, *Je recommencerais bien*, Paris, Grasset, 1993 [1991], p. 180.

¹⁰⁰ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou (dir.), *Histoire générale de la presse française. Tome IV : De 1940 à 1958*, Paris, Presses universitaires de France, 1975, p. 421.

baisse de ses tirages et n'est pas représentatif du reste de la presse politique, notamment des journaux issus de la Résistance. Les tirages, mais aussi les allocations de papier et donc aussi les postes de journalistes et d'administrateurs liés à ces entreprises médiatiques se raréfient en effet à partir de 1946 et 1947. La composition de la rédaction est fonction de la participation de ses membres aux pratiques résistantes ; elle recouvre toutefois une grande disparité dans les positions politiques des journalistes — les uns, gaullistes ; les autres, communistes ; d'autres enfin, socialistes. Ces dissemblances vont cependant devenir plus vives en mai 1947, lors de la fin du « tripartisme », alliance gouvernementale entre le PCF, la SFIO et le MRP. Les divergences internationales, mais aussi les recompositions parlementaires en France, suscitent des prises de position différentes au sein de l'équipe du journal. Les clivages politiques déjà existants sont réévalués ou réinvestis autour notamment de l'opposition entre le PCF et la SFIO, entre philocommunistes et opposants au PCF¹⁰¹.

Huit journalistes ou collaborateurs sont membres fondateurs du RDR : Jean Rous, Charles Ronsac, Georges Altman, Léon Boutbien, Léon-Didier Limon, Daniel Bénédite, Jean Ferniot et Bernard Lefort. L'unanimité des prises de position du journal ne semble plus possible à cette époque ; aussi la lutte pour le monopole de la définition légitime de l'organe de presse issu de la Résistance est-elle réinvestie par les différents groupes. Le RDR apparaît alors pour les journalistes et personnels opposés au PCF comme ressource dans les enjeux internes, comme l'explique Charles Ronsac, pour qui le RDR était « l'occasion d'entraîner le journal hors des sentiers trop battus d'une unanimité qui profitait aux communistes¹⁰² ». À ces luttes politiques s'ajoute une lutte pour l'usage matériel des ressources de *Franc-Tireur* qui finance en grande partie la publication du journal du RDR, *La Gauche*, à partir de mai 1948, et assure son impression. Les locaux du journal sont utilisés pour sa fabrication, mais aussi à des fins de regroupement partisan par les militants travaillant au journal.

Si Jean-Paul Sartre est le seul membre de la revue *Les temps modernes* à signer l'appel pour la constitution du RDR, Maurice Merleau-Ponty¹⁰³ et Roger Stéphane sont également adhérents. Pour leur part, Simone de Beauvoir, Richard Wright et Francis Jeanson font des apparitions ponctuelles lors de rassemblements ou de réunions¹⁰⁴, ce qui fait de la revue un quatrième groupe-vivier de recrutement. C'est cependant Jean-Paul Sartre qui semble le membre le plus impliqué dans le Rassemblement, à la fois par le nombre de ses

¹⁰¹ Pour une approche par les militants et militantes du PCF à cette époque, voir par exemple Paul Boulland, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF (1944–1981)*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2016.

¹⁰² Charles Ronsac, *Trois noms pour une vie*, Paris, Robert Laffont, 1988, p. 232.

¹⁰³ Dans un texte commémoratif sur son ami, Jean-Paul Sartre évoque l'opposition de Maurice Merleau-Ponty à sa propre participation au RDR mais son adhésion néanmoins, destinée à ne pas « le désavouer ».

¹⁰⁴ Richard Wright et Simone de Beauvoir participent ainsi au meeting réuni le 12 décembre 1948, salle Pleyel ; Francis Jeanson participe, en octobre 1949, à une réunion du Comité directeur durant laquelle il présente la démission de Jean-Paul Sartre.

interventions et par ses pratiques militantes. À la Libération, Jean-Paul Sartre « unifie un système polycentrique, il en devient le seul pôle de référence par rapport auquel les autres secteurs sont obligés de se définir, ou de se redéfinir¹⁰⁵ ». Par ailleurs, sa capacité à concentrer sous son autorité un très grand nombre de capitaux (de reconnaissance, de légitimité, de notoriété) est renforcée par l'entreprise collective des *Temps Modernes* au sein de laquelle sont agrégées de nombreuses ressources symboliques¹⁰⁶. Pour Patrick Baert, la création du RDR surviendrait quelque temps après le « moment existentialiste », courte période durant laquelle, en ajustant sa philosophie aux contextes historiques, politiques et intellectuels, Jean-Paul Sartre est parvenu à devenir une figure publique incontournable. En effet, c'est dans un contexte de définition et d'imposition de la figure de « l'intellectuel engagé » qu'intervient la participation de Jean-Paul Sartre et des membres de la revue au RDR. Anna Boschetti décèle dans ces pratiques le moyen de « sortir de l'engagement indirect et vague — à travers la littérature — théorisé pendant la phase précédente, et en particulier pour prendre position face au Parti communiste¹⁰⁷ ». Il s'agirait donc pour Jean-Paul Sartre, à un moment particulièrement intense de la construction d'une position intellectuelle dominante, d'investir le champ politique militant grâce au RDR et de ne plus se limiter à une action politique permise par la littérature.

Dans sa relecture des *Carnets de la drôle de guerre*, Jean-Paul Sartre évoque aussi sa position de tiraillement entre les prises de position communistes et celles qui se défient de la politique stalinienne :

Dans le fond je voulais résoudre le conflit sans dépasser ma situation. Faire d'un négatif un positif : prendre mon hésitation pour une détermination résolue, mon impossibilité de choisir pour un choix [...]. Contre la menace de guerre et contre ce piège, je me débats comme un rat dans une ratière. Tous mes efforts politiques ont pour sens de trouver le groupement qui donnera un sens à ma transcendance, qui prouvera en existant (RDR européen) que ma position déchirée était la vraie¹⁰⁸.

Sartre entend effectivement construire sa position sur un dépassement. La nouveauté de l'entreprise de même que la forme « rassemblement » constituent des limites à l'institutionnalisation d'un tel collectif et rendent alors possible une relative autonomie de ses membres. Pour Jean-Paul Sartre, en tant qu'intellectuel, l'autonomie vis-à-vis d'une organisation politique est un enjeu majeur, dans la mesure où la remise de soi propre aux organisations partisans va à l'encontre de l'*illusio* intellectuelle de liberté absolue de création. Par ailleurs, la détention d'un volume conséquent de capital symbolique, la

¹⁰⁵ Anna Boschetti, *Sartre et « Les temps modernes »*. Une entreprise intellectuelle, Paris, Minuit, 1985, p. 18.

¹⁰⁶ Baert, *The Existentialist Moment*, p. 150–157.

¹⁰⁷ Boschetti, *Sartre et « Les temps modernes »*, p. 258.

¹⁰⁸ Jean-Paul Sartre, « Relecture du Carnet I », dans Jean-Paul Sartre, *Les mots et autres écrits autobiographiques*, Paris, Gallimard, 2010, p. 947.

position dominante ou « hégémonique » au sein du champ culturel, mais aussi la multipositionnalité qui le caractérise, lui permettent d'espérer détenir assez de capitaux en propre pour prétendre parler au nom du groupe. Comme l'explique Michel Offerlé, certains militants apportent une plus-value au groupe, au sigle, de par les capitaux personnels qui leur sont rattachés ; aussi ont-ils une plus grande chance de modeler le parti dans la mesure où leurs ressources sont extérieures¹⁰⁹. Dans cette mesure, le RDR assure à Jean-Paul Sartre une double opportunité : l'entrée dans le champ politique, dans la perspective de construction d'une position d'« intellectuel total », mais aussi une relative indépendance dans la pratique partisane.

L'analyse des dynamiques de mobilisation propres à chacun des groupes viviers apparaît comme complémentaire d'un strict raisonnement dispositionnel, étant donné que les membres qui adhèrent au Rassemblement sont pris, dans l'immédiat, dans des formes de pratiques militantes et des contraintes sociales spécifiques aux institutions auxquelles ils appartiennent. Ce n'est qu'à condition de confronter le temps long des trajectoires et le temps court des luttes internes aux institutions côtoyées, ce que permet l'entreprise de biographie collective, qu'il est possible de restituer la cohérence de la création du RDR.

Conclusion

Un tel retour sur les trajectoires biographiques d'un grand nombre de militants et de militantes dessine un écheveau d'expériences, de savoirs et de savoir-faire qui agissent comme autant de ressources et de dispositions actualisées dans la création et la participation au RDR. Cependant, il ne serait pas suffisant de rechercher dans l'accumulation antérieure de telles ressources le principe univoque d'explication mécaniste de leur implication au sein du groupe. Ce dernier apparaît en effet comme un espace d'agrégation de militantes et de militants situés alors aux marges du champ politique : les uns s'opposent au sein d'une entreprise politique au pouvoir (la SFIO); les autres occupent des positions fragilisées au sein du champ intellectuel (les journalistes de *Franc-Tireur*); d'autres enfin militent dans des organisations du champ de la gauche radicale (organisations trotskistes). Dès lors, le croisement de séries causales, dispositions, positions et institutions d'appartenance, historiquement et socialement fondées, avec un contexte particulier, est à même de rendre justice à des processus d'engagement au sein du RDR. C'est notamment parce qu'elle permet de définir la pratique comme résultat partiel de la confrontation d'un contexte aux *habitus* des acteurs et actrices qu'elle concerne que cette approche semble en mesure de permettre une meilleure compréhension de l'organisation partisane. C'est donc cette rencontre entre des histoires sociales individuelles et collectives et l'état des champs politique et culturel, dans le contexte spécifique de la fin des années 1940, que nous avons menée. Ainsi avons-nous cherché à faire des vies de militants et de militantes un outil

¹⁰⁹ Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2012 [1987]

puissant de compréhension du processus d'agrégation de marginales et de marginaux à l'œuvre dans le RDR, dans la mesure où « c'est dans la relation entre l'habitus et le champ, entre le sens du jeu et le jeu, que s'engendrent les enjeux et que se constituent des fins qui ne sont pas posées comme telles¹¹⁰ ».

Parce que les vies de militants et de militantes renvoient à des trajectoires politiques précoces mais également heurtées, et donc facilement et habituellement mouvantes et remobilisées, la création d'une organisation nouvelle avec toutes les contraintes qui en découlent n'est pas un obstacle majeur pour ses membres. Par ailleurs, parce que la plupart de ces vies se caractérisent en 1948 par une forme de remise en cause des ressources héroïques, politiques et intellectuelles, le RDR intervient comme un espace *ad hoc*, ponctuellement susceptible de maintenir leur valeur symbolique. Par conséquent, ce qui peut apparaître comme un échec du point de vue de la mobilisation politique — une courte durée et un faible recrutement militant — peut être considéré davantage comme le succès d'un ajustement ponctuel entre des trajectoires de vie et des espaces sociaux en voie de recomposition.

¹¹⁰ Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 179–180.